

Le gouvernement Klassou trouve enfin du boulot



Faure Gnassingbé, PR

Le PUDC, déclic du mandat social

P.3



Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères

Au-delà des actions bling-bling

Le droit de vote pour la diaspora s'impose !

P.5

Pour se prémunir contre la montée des mouvements djihadistes en Afrique : L'Union Musulmane du Togo prend son bâton de pèlerin

P.5



Les hauts dignitaires de l'UMT

Santé

« Campagne pour le sourire » : Nouveau défi du SYNPHOT

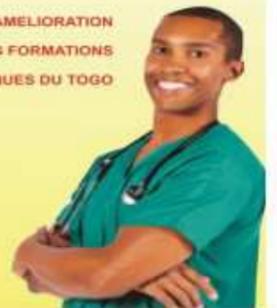
P.4



SYNDICAT NATIONAL DES PRATICIENS HOSPITALIERS DU TOGO

CAMPAGNE POUR LE SOURIRE

CONTRIBUONS A L'AMELIORATION DE L'ACCUEIL DANS LES FORMATIONS SANITAIRES PUBLIQUES DU TOGO



Société

Lomé/Enquête par téléphonie mobile

Seulement 3/10^{ème}

de ménages

P.6

vivent dans leur propre maison

Sport

25^{ème} tour cycliste du Togo

Francis Ducreux, le promoteur "Atalakou" reprend du service

P.7



Francis Ducreux, promoteur du Tour Cycliste du Togo



A partir du 1^{er} janvier 2016

**EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ÉTAT**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLE

Est mis en vente, un immeuble avec titre foncier sis à Hedzranawoe, non loin de l'Aéroport. La bâtisse est de trois (3) niveaux.

Un rez-de-chaussée comprenant 2 chambres + 1 salon+ 2 WC et douche, une cuisine+ 1 boutique+ 1 bureau avec 2 garages de 7 à 8 voitures.

Le premier étage dispose de deux couloirs. Le premier comprend 4 chambres avec WC + 1 salon + 1 cuisine+ 1 terrasse+ balcon.

Le second dispose de 1 salon+ 1 salle à manger+ 2 chambres avec WC et Douche + 1 cuisine + 1 WC visiteur.

Au deuxième étage, se trouvent un grand salon + 1 chambre avec WC et Douche + 1 Bar avec une vue sur la terrasse+ 1 grande terrasse avec vue sur le premier étage. L'ensemble de l'immeuble est couvert avec une dalle en pente.

Derrière l'étage, se trouve également une villa composée de 4 chambres+1 couloir + 1 couloir + 1 WC et Douche.

Pour toutes informations, contacter les numéros ci-dessous:
Togocel : (00228) 91 69 69 13 - Moov : (00228) 98 58 13 42

EDITORIAL

Le coup du chaos

La FTF a un nouveau bureau exécutif depuis le 13 février dernier. Le temps réglementaire du jeu de la normalisation acte II s'est écoulé en douce avec la suprématie affichée de l'équipe "Nouvel Elan". Bien tenue au début, la campagne de séduction de l'électorat a fini par s'animer dans les dernières heures où tout a basculé.

Le pouvoir du frs Cfa et sa valeur dans le jeu électoral comme, on le sait tous au Togo, ont eu raison de la machination du pacte social mis en branle par certains réseaux pour occulter les dessous de table. Guy Akpovy et son bataillon remportent donc la première manche du combat pour l'accession à la Ftf en portant le coup du chaos dans les derniers instants aux autres challengers qui répandaient déjà les billets de banque en douce.

Le réveil tardif du Colonel a plutôt fait monter les enchères du Nouvel Elan et annihiler tous les espoirs de la reconstruction prônée par Wona et compagnie. Le pouvoir du colonel a finalement arrêté le pouvoir du football business et anéanti complètement le pouvoir du Foot management, c'est donc dans une transparence que le nouveau bureau prend fonction.

Si la journée du 13 février est déjà derrière ce bureau, il faut par contre se rendre à l'évidence que le compte à rebours a commencé. Quatre ans, c'est beaucoup mais trop peu pour remonter un football à l'agonie. La course contre la montre pour relever le défi de la refondation mis à sac sous le règne du magnat de Womé comporte beaucoup de chantiers : bâtir une direction technique, redonner confiance aux Eperviers, régler l'équation des infrastructures, notamment celle du stade de Kégué, relancer les compétitions nationales, promouvoir les sélections des jeunes par l'organisation des compétitions des jeunes, remettre en selle, le championnat féminin, remettre de l'ordre au sein de l'arbitrage togolais, assainir l'environnement de la Ftf, révolutionner la gestion administrative de l'instance, rétablir la confiance entre les acteurs, entre la FTF et le ministère des Sports. La transition du relèvement du football togolais à son nouvel Elan ne sera pas de tout repos puisqu'en fin de compte, tout est priorité.

Il importe donc au colonel de mettre son esprit de discernement à l'avant-garde pour détecter le bon grain du faux afin de mettre en confiance le peuple à qui appartient ce football, comme il importe aussi et aux autres acteurs d'accompagner le nouvel exécutif.

Seulement, la main de Guy Akpovy est-elle vraiment tendue aux autres forces pour rendre au peuple, son football pris en otage ? Si oui, mon Colonel, faites attention pour ne pas céder tout le bras au risque de vous faire assommer par un coup du chaos tel qu'administré à vos challengers.

Isaac Tonyi

Le gouvernement Klassou trouve enfin du boulot :

Le PUDC, déclic du mandat social

Le fort taux de croissance du Togo contraste malheureusement avec un cruel manque d'accès des populations aux services sociaux de base, un élément déterminant dans le diagnostic du mandat social que prône le Chef de l'Etat pour meubler son nouveau quinquennat. C'est dans cette droite ligne que le Programme d'Urgence de Développement Commu-

des Nations Unies pour le Développement), a pour axes majeurs, les infrastructures sociocommunitaires, le renforcement des capacités des acteurs locaux, l'entrepreneuriat et le système de géo-localisation des interventions. Conçu pour les populations vivant dans les zones à forte vulnérabilité, cet alléchant programme contribuera à réduire les foyers d'intense

Depuis la semaine passée, elles sont nombreuses, ces délégations ministérielles qui ont pris leur bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des groupes cibles dans le but de collecter les besoins prioritaires des communautés et les informations précises sur les projets de développement.

nautaire (PUDC) a été institué le 13 janvier dernier, par décret présidentiel.

Le PUDC, un alléchant programme

Le Programme d'Urgence de Développement Communautaire a pour objectif d'accélérer l'accès des communautés pauvres à des infrastructures, équipements et services sociaux économiques de base répondant à leurs besoins prioritaires et ayant un impact tangible sur leur condition de vie. Prévue pour une durée de 3 ans (2016-2019), ce programme qui reçoit l'appui du PNUD (Programme

pauvreté dans lesquels l'eau potable, l'énergie, les latrines ou encore les pistes rurales dignes de ce nom sont des denrées rares. Le PUDC devra donc permettre de corriger ces inégalités si sa mise en œuvre ne souffre d'aucune disparité.

L'équipe Klassou trouve enfin du boulot

Amorphe, immobile et en manque d'initiative après plus de 6 mois de prise de fonction, l'équipe gouvernementale pilotée par Sélom Klassou trouve enfin une occupation. Depuis la semaine



Faure Gnassingbé, PR

passée, elles sont nombreuses, ces délégations ministérielles qui ont pris leur bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des groupes cibles dans le but de collecter les besoins prioritaires des communautés et les informations précises sur les projets de développement. Ces différentes délégations qui ont sillonné certaines préfectures des régions des savanes, Kara, centrale et maritime ont tenu une session de restitution mardi à la présidence de la République.

La grande inquiétude réside donc dans la réussite de cet ambitieux programme confié à une équipe gouvernementale affaiblie par le manque d'expérience et de dynamisme du locataire de la Primature. Le déclic du mandat social remet donc sur le tapis, la question du remaniement de l'équipe gouvernementale.

Isaac Tonyi

Engagement citoyen

Les Clubs Rfi-Togo contre les médicaments de rue

Tous en guerre contre les médicaments de rue. Voilà la lutte que s'est faite sienne, la coordination nationale des Clubs Rfi-Togo. Désormais, ils s'engagent à lutter contre les médicaments de rue, non seulement au Togo mais aussi sur l'ensemble du continent africain. Ceci, partant du constat selon lequel, le trafic de faux médicaments fait plus de morts en Afrique que les armes. « On estime que les faux médicaments sont responsables de près de 1 800 000 morts dans le monde chaque année. Et l'Afrique est le continent le plus touché et il ne fait que croître », confirme le coordinateur national des clubs Rfi-Togo, Bienvenu Amouh.

Pour tenter d'enrayer ce phénomène, la coordination nationale des auditeurs de la Radio France Internationale dévoile son plan d'actions pour le compte de cette année 2016. A en croire

cet agenda, les festivités annuelles de circonstance se tiennent en juin prochain à Lomé et à Kara, dans la Kozah, du 11 au 13 août prochain. Au menu de ces festivités, une campagne de sensibilisation à l'endroit du grand public, les autorités administratives et traditionnelles.

Pour se faire entendre aussi bien au Togo qu'en Afrique francophone, cet événement sera lancé par les Clubs des auditeurs de Rfi, en s'appuyant sur l'ordre national des pharmaciens du Togo, les praticiens et les médias connus. Tous participeront à la réussite de l'événement.

Ces médicaments de rue, conivent-il de le souligner, sont en général fabriqués au Nigéria, au Ghana et en Asie. « C'est particulièrement grave quand le faux est un antipaludéen, par exemple », détaille Marc Gentilini qui précise, en outre, que l'Europe n'est pas à l'abri, notamment

sur le Web avec des patients qui cherchent à faire des économies ou qui veulent acheter discrètement certains produits, a-t-il ajouté. « J'ai été extrêmement impressionné par l'investissement de tout un chacun », se réjouit, pour sa part, Bienvenu AMOUH. « C'est un engagement de longue haleine. Cette préoccupation majeure qui a toujours habité la coordination est tout une des priorités », a-t-il ensuite précisé.

Après Lomé en juin et juillet 2015 à Kpéléd Adeta sur le thème : « les professionnels de la santé et les médias contre les faux médicaments », la deuxième phase aura lieu en 2016.

Magloire TEKO

Santé/ Restauration de la confiance entre le soignant et le soigné

« Campagne pour le sourire » Nouveau défi du SYNPHOT

Le constat est patent, effarent voire lamentable. L'accueil que réserve, le plus souvent, nombre d'éléments du personnel d'appui aux patients est des plus froids. Un bon accueil, une écoute attentive, le respect et le manque de considération sont quelques qualités qui manquent souvent aux malades durant leur séjour à l'hôpital. Une

travers une série de formations organisées à l'endroit du personnel d'appui en service au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Lomé. Objectif, amener ces derniers à accorder plus de considération aux malades, malgré les difficultés éventuelles qui pourraient toutefois découler de cet exercice.

Aujourd'hui, il est

En clair, Synphot se lance, à travers cette campagne, un nouveau défi, celui de restaurer la confiance de la population à l'endroit des soignants, améliorer la fréquentation des centres de santé puis la qualité des services.

mauvaise attitude qui hypothèque les chances de guérison de ces derniers puisqu'ayant, entre temps, pris un sérieux coup au moral, dès leur admission au sein de l'établissement sanitaire.

Malgré les appels incessants ici et là pour une prise de conscience, cette mauvaise pratique continue de plus belle dans nombre de formations sanitaires publiques du Togo. Déjà en 2006, une étude réalisée dans la région des Plateaux avait montré que le mauvais accueil était la première cause d'insatisfaction évoquée par les usagers des centres de santé. Comme conséquence, le taux de fréquentation des services ambulatoires en 2009 était à 30%, alors que le taux moyen d'occupation des lits est de 40%.

Ce manque de bienveillance entre soigneur et soigné crée, de fait, des situations conflictuelles entre les deux parties et répercute de façon néfaste sur la qualité de soin et érode la confiance de la population à l'égard du système sanitaire national. Face au constat de la baisse sensible de la fréquentation et d'utilisation des services sanitaires, le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (Synphot) avait décidé, déjà en 2009, de redresser la pente à

question pour les premiers responsables de ce regroupement syndical de poursuivre cette belle dynamique amorcée, il y a presque sept ans. Ainsi est lancée, « Campagne pour le sourire » dont le but est de « promouvoir directement sur le terrain, les

normes de bienséance ». En clair, Synphot se lance, à travers cette campagne, un nouveau défi, celui de restaurer la confiance de la population à l'endroit des soignants, améliorer la fréquentation des centres de santé puis la qualité des services. Ce faisant, ce regroupement syndi-

cal de praticiens hospitaliers du Togo entend donc jouer pleinement sa partition dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) auxquels a souscrit le gouvernement togolais auprès des Nations Unies.

Une démarche qualitative qui, convient-il de le souli-

gner, nécessite la participation aussi bien des pouvoirs publics, des partenaires en santé, des organisations de la société civile, de la population que des prestataires de soins.

Magloire TEKO



Volontariat au Togo

L'inscription en ligne est désormais possible sur le [www. Togoanvt.org](http://www.Togoanvt.org)

Depuis que le Programme du Volontariat National s'est mué en Agence Nationale du Volontariat au Togo (Anvt), beaucoup d'efforts sont fournis pour révolutionner la structure. Ainsi, la candidature au volontariat national peut être effective à travers une inscription en ligne qui facilite beaucoup plus le processus aux jeunes de l'intérieur du pays qui étaient obligés de se déplacer vers les CRV. L'inscription en ligne est donc possible sur le www.togoanvt.org après le lancement officiel de ce site hier à Lomé. Pour le Directeur Général de l'Anvt, Omar Agbangba qui a présidé la cérémonie de lancement officiel du site, « le Volontariat national est devenu un sys-



Marthe Faré, chargée à la Communication de l'Anvt présentant le site à la presse

tème internationalisé et il est de bon ton de s'ouvrir au monde entier », a laissé entendre ce dernier. Pour Arime Anala, re-

présentant le ministre du Développement à la Base, le Provonat s'est mué en agence et il est normal d'améliorer le fonctionnement

de la structure.

Le lancement officiel a cédé place à la présentation du site à la presse.

Notons que ce site comporte deux espaces, notamment l'espace volontariat par lequel les volontaires en mission peuvent fournir les informations les concernant tout comme les nouveaux postulants qui peuvent s'inscrire. L'espace structure d'accueil est, par contre, réservé aux structures d'accueil désireuses de s'attacher les services des volontaires. Les inscriptions en ligne balisent donc la voie à la suppression des candidatures physiques qui disparaîtront du processus d'ici 6 mois.

Isaac Tonyi

Politique/ Au-delà des actions bling-bling

Le droit de vote pour la diaspora s'impose !

«Réussites Diaspora », «Semaine de la Diaspora » ou encore «Grande semaine de la Diaspora ». Telles sont, entre autres, initiatives prises ici et là pour amener la diaspora togolaise à s'intéresser désormais à leur mère patrie. Aussi bien du côté du gouvernement que des associations, tous s'activent à inciter ces Togolais vivant à l'étranger à tourner leurs regards instructifs sur la vie politique et économique du pays. Sauf que ces derniers sont, malheureusement, privés à ce

économique du Togo, car représentant près de 25% de la population résidant au Togo, un peu plus de 7,5 millions en 2015. Ce flux migratoire est séquencé en trois vagues. D'abord, la vague des étudiants boursiers dans les années 80, celle des persécutés politiques des années 90 ayant bénéficié de l'asile politique dans les pays limitrophes et en Europe puis celle récente des migrants à la recherche du bien-être. A ce jour, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le



Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères

Loin de craindre un désaveu de la part de ces derniers majoritairement en désaccord avec Lomé, cet acte politique de haute portée sera plutôt un coup de fouet positif que donnerait Faure Gnassingbé à la jeune démocratie togolaise qui grandira d'un cran. Puisqu'il donnera désormais la parole à ces nombreux togolais de l'extérieur de donner leurs avis sur la gouvernance politique du pays à travers les urnes. Cela leur permettra également de se reconnaître en leurs gouvernants.

Ce faisant, ce sera la meilleure manière pour Faure Gnassingbé de marquer à jamais, son passage à la tête du Togo. Puisque seul le Togo est jusqu'alors malheureusement en marge de cette vitalité démocratique dans la sous-région. Le Niger, le Bénin ou encore la Centrafrique en sont quelques bons élèves de la classe. Les ressortissants de ces différents pays, pourtant loin de leurs pays respectifs, jouissent toutefois des mêmes droits civiques que ceux restés au pays. Et pour cause, pendant que ceux du Bénin sont actuellement en précampagne dans la capitale togolaise pour la présidentielle du 6 mars, les nigériens sont, eux, en pleine campagne électorale pour le scrutin du 21 février prochain. Quant aux Centrafricains, ils sont dans l'attente des résultats de la présidentielle, après s'être rendus aux urnes à Lomé, le dimanche dernier. Que de bons exemples à suivre !

Magloire TEKO

Loin de craindre un désaveu de la part de ces derniers majoritairement en désaccord avec Lomé, cet acte politique de haute portée sera plutôt un coup de fouet positif que donnerait Faure Gnassingbé à la jeune démocratie togolaise qui grandira d'un cran.

années. En 2014, la Banque Mondiale a actualisé ces données. Les chiffres récents de la BM font état de 348 millions de dollars, soit 182 milliards de Fcfa, les envois des filles et fils du Togo vivant à l'étranger. Une diaspora dont l'apport représente 10% du PIB national, soit le quart (1/4) du budget national. Une longueur d'avance, par exemple, sur les 4 millions de Béninois et Ghanéens vivant hors de leur pays dont les transferts se chiffrent respectivement à 182 et 147 millions de dollars. Des chiffres éblouissants qui amènent l'autorité à compter désormais avec ces compatriotes.

Le droit de vote s'impose !

C'est une évidence. Depuis 2005, le Togo a entrepris un vaste chantier de réformes et de modernisation du pays sur tous les plans. Sur le plan diplo-

matique, une série d'initiatives est mise en œuvre dont l'exécution est confiée au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'intégration sous-régionale. L'importance de ces initiatives se traduit aujourd'hui par des résultats probants tels la suppression du visa pour des Togolais d'origine. Pendant que l'on sort de l'organisation de la première édition du programme «Réussites Diaspora », l'on annonce un autre, «Grande semaine de la Diaspora » qui se tiendra en juillet prochain. L'on n'oubliera pas également l'autre programme, «Semaine de la Diaspora » dont le but principal est d'inciter ces compatriotes à revenir investir au pays. Des efforts à saluer certes. Mais alors, ils seront plus salués si le gouvernement, outre les différentes actions de clin d'œil, leur concède dorénavant le droit de vote.

jour de leur devoir civique, l'un des plus importants d'ailleurs: le droit de vote.

La diaspora, la première région du Togo...

C'est un secret de polichinelle. Le nombre de ressortissants togolais vivant à l'étranger est de plus en plus croissant. Des sources estiment entre 1,5 millions et 2 millions, le nombre total des Togolais de la diaspora. Des statistiques qui font du coup d'elle, la première région

Bénin constituent les pays accueillant le plus grand nombre de Togolais en Afrique, les Etats Unis et le Canada en Amérique du Nord puis la France, l'Espagne, l'Allemagne et la Belgique en Europe. En 2012, la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a estimé à près de 855 milliards de F CFA, les fonds transférés au Togo par sa diaspora entre 2000 et 2009. Montant 3 à 6 fois supérieures à celui envoyé par les bailleurs de fonds, durant les cinq dernières

Pour se prémunir contre la montée des mouvements djihadistes en Afrique :

L'Union Musulmane du Togo prend son bâton de pèlerin

La sous-région est sous la menace constante des mouvements Djihadistes, en témoignent les actes terroristes au Nigéria, au Tchad, au Mali, au Niger ou encore au Burkina-Faso. Pour se prémunir contre ce mal qui trouve un terrain fertile dans le monde musulman, et qui dénature l'Islam, l'Union Musulmane prend donc son bâton de pèlerin pour accompagner les autorités dans la sensibilisation des masses.

La rencontre de haut niveau tenue le 14 février dernier entre Imams, prédicateurs, ministres, directeurs de société, responsables d'Ong et fidèles mu-

sulmans à Lomé, en dit long sur l'alerte sonnée un peu partout sur le continent, en ce qui concerne l'expansion des mouvements djihadistes.

Axée sur le thème «*l'Islam et la consolidation de la Paix au Togo et dans la sous-région*», cette journée de réflexion a permis de lever l'équivoque autour du concept «*Djihad*». Tour à tour, le professeur Adjité et l'Imam Sani Karim ont rappelé à l'assistance, les fondements de la religion musulmane basée sur la tolérance et la non-violence. Pour Sani Karim, le concept «*Djihad*» tel que prôné par le prophète Mahomet est détourné de



Les hauts dignitaires de l'UMT

son sens. «*Nulle part dans le coran, il n'ya aucun verset qui prône la violence ni l'autorisation de tuer pour quelle que raison*

que ce soit » a-t-il expliqué.

L'Union Musulmane du Togo appelle donc ses fidèles et toutes les couches sociales de

la population à ne pas céder à ces mouvements Djihadistes. Le ministre Yark Damehame a abondé dans le même sens pour féliciter l'Union Musulmane du Togo pour l'initiative qui devra s'étendre aux différentes localités du pays. «*Ce combat est la préoccupation de tous et le gouvernement ne ménagera aucun effort pour accompagner l'UMT dans sa croisade* », a rassuré le ministre de la sécurité et de la protection civile.

Isaac Tonyi

Enquête « ETM » : Dans le Grand Lomé

-2/5 élèves et étudiants fréquentent les établissements publics

Seulement 3/10^{ème} de ménages vivent dans leur propre maison

Pour la première fois au Togo, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) a réalisé l'Enquête par Téléphonie Mobile (ETM), encore appelée « A l'écoute de Lomé ». Cette enquête dont la réalisation a été rendue possible grâce à l'appui technique de la Banque Mondiale, a couvert la préfecture du Golfe, notamment le Grand Lomé. Un exercice dont les résultats ont été présentés les 11 et 12 février derniers à Lomé.

Les résultats de l'ETM

Cette enquête révèle que dans le grand Lomé, environ trois élèves sur cinq (3/5), soit 61,1% des élèves fréquentent les établissements privés contre seulement moins de deux sur cinq (-2/5) pour les établissements publics. Aussi, au moins neuf élèves du cours primaire sur dix (9/10), soit 93,2% ont accès à l'école, contre moins de huit élèves sur dix (-8/10) dans le secondaire. Par contre, à en croire les résultats de cette enquête par téléphonie mobile, l'accès au cours primaire est relativement stable par rapport à celui du QUIBB 2011 qui était de 96% tandis que l'accès au secondaire, lui, semble avoir légèrement augmenté, comparativement au QUIBB 2011 le situant à 78,9%. Bref, sur le plan de l'éducation, ETM estime que quatre individus sur cinq (4/5) sont alphabétisés avec une proportion plus élevée chez les hommes

que chez les femmes ; 9/10 chez les hommes et 7/10 chez les femmes.

Sur le plan habitat, il ressort que six ménages sur dix (6/10) vivent dans une maison à location à Lomé pendant que seulement trois ménages sur dix (3/10) vivent dans leur propre maison. Pendant ce temps, 90% des ménages logent, fort heureusement, dans les maisons où les constructions sont durables.

En matière de transport, ETM révèle que le principal moyen de transport à Lomé est la moto. Cependant, la proportion des individus ayant un véhicule personnel comme moyen de transport est très faible, seulement moins de cinq pourcent (-5%). Cette enquête, une première du genre en Afrique francophone, porte également sur d'autres secteurs d'activités et modules tels l'inclusion financière, la sécurité alimentaire, l'eau, les installations sanitaires, l'hygiène et le travail.



Kokou Yao N'Guissan,
Directeur général de l'INSEED

Contexte de ETM

Permettre au gouvernement togolais de disposer des données actualisées sur les conditions de vies des ménages au Togo. Ceci, en vue d'élaborer et de suivre une meilleure politique sociale à cet effet, à travers la collecte d'informations minimum nécessaires à l'identification et à la classification de groupes cibles, puis fournir les indicateurs de base pour mieux lutter contre la pauvreté dans le pays. C'est, en somme, le mobile qui soutient la réalisation de cette enquête qui est dans sa phase pilote. Ainsi donc, cette Enquête par Téléphonie Mobile (ETM), démarrée en février 2014, a cou-

vert 560 ménages de la préfecture du Golfe, ménages en 10 enquêtes périodiques. Elle contient dix modules, notamment l'éducation, l'inclusion financière, la cohésion sociale, l'électricité, le transport et la sécurité alimentaire entre autres... Des modules tous administrés par un centre d'appel installé dans les locaux de l'INSEED qui a, en amont, acquis et distribué aux ménages, près de 600 téléphones portables avec abonnement. Ces portables ont donc permis à ces groupes cibles de répondre au questionnaire de l'enquête.

ETM, une satisfaction partagée

Aussi bien les autorités togolaises que le partenaire principal de cette enquête, tous se réjouissent de ce coup d'essai qui s'est finalement révélé, un coup de maître. Surtout au regard des avantages qu'il présente dans le processus de développement d'un pays. «Le programme de tabulation permet de sortir les tableaux des indicateurs statistiques dès la fin de la collecte et de favoriser les analyses rapides des données dont les résultats sont disponibles à un rythme mensuel», a précisé le Directeur général de l'INSEED, Kokou Yao

N'Guissan. Ensuite, il a témoigné toute sa gratitude au gouvernement et à la Banque Mondiale dont l'appui technique et financier a permis à son institution de réaliser cette « belle expérience ». «Je suis ravie de vous annoncer que c'est la première fois que la Banque Mondiale appuie la mise en œuvre de ce type d'enquête en Afrique Francophone... Je me réjouis d'ores et déjà que l'expérience du Togo est citée comme un exemple à succès dans la sous-région, et même dans les forums internationaux», a renchéri la Représentante-résidente de la Banque Mondiale au Togo, Joelle Businger qui cite en exemple, le Congrès Mondial sur la Statistique, tenu en juillet 2015 à Rio au Brésil.

En rappel, toujours avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, un autre vaste projet d'enquête harmonisée démarrera d'ici peu dans l'espace UEMOA. Le démarrage de la phase pilote de cet ambitieux projet dans les huit pays partageant cet espace géographique est d'ailleurs prévu pour ce mois de février. Le premier passage de cette enquête aura lieu en 2017.

Magloire TEKO

Renonciation à la réduction du mandat présidentiel au Sénégal :

Que cache la danse « Tango-Tango » de Macky Sall ?

L'information, jusque-là gardée au secret, a été finalement révélée au grand public le mardi dernier. Lors d'une allocution télévisée, le Président Sénégalais, Macky Sall, a officiellement renoncé à la réduction du mandat présidentiel au Sénégal. Décision qu'il avait pourtant déjà prise et actée. Qu'est-ce qui a alors motivé le N°1 Sénégalais à rebrousser chemin ? Des réactions se font entendre et des supputations vont bon train.

«Sur l'application de la réduction du mandat en cours du Président de la République, la Cour Constitutionnelle considère que cette disposition doit être supprimée, au motif qu'elle n'est conforme ni à l'esprit de la constitution, ni à la pratique constitutionnelle». C'est en ces termes que le Président Sénégalais annonçait mardi à son peuple, l'information que d'aucuns ont encore du mal à croire. Désormais, plus d'ambiguïté, Macky ira jusqu'au bout de son mandat en cours. «J'attends me conformer à la décision de la Cour Constitutionnelle. En conséquence de quoi, le mandat en cours du Président de la République connaîtra son terme en 2019», a-t-il précisé dans son discours. Dans ses explications, le Président

Sénégalais évoque un choix juridique émanant de la Cour Constitutionnelle dont il ne saurait s'opposer. Pour ce faire, ce dernier dit consulter très prochainement le peuple sénégalais à propos puisque, a-t-il poursuivi, le projet sera soumis au référendum le 20 mars prochain.

Du coup, les réactions fusent de partout. L'opinion sénégalaise, vertueuse en matière de démocratie sur le continent, dit être surprise par cette décision aux contours flous. Aussi bien les acteurs politiques que ceux de la société civile, tous expriment leur désarroi et angoisse. Sans surprise, le principal parti de l'opposition, le Parti Démocratique Socialiste (PDS) de l'ex-Président Abdoulaye Wade a, dans un communiqué, exprimé son



Macky Sall, Pdt Sénégalais

regret que l'opposition ne soit pas associée à la prise de cette décision, de si haute portée politique. Même son de cloche chez Fadel Baro, activiste et coordonnateur du mouvement Citoyen «Y'en a marre!». «C'est une immense déception. Ce pays stagne une fois de plus dans la politique politicienne. Macky Sall avait une occasion de tourner la page. C'est un gâchis pour le pays !», s'est-il désolé.

Commentaires

En effet, cette décision

n'aurait, aujourd'hui, rien de surprenant si et seulement si Macky Sall n'avait pas fait du projet de « réduction du mandat présidentiel », son cheval de bataille au cours de sa campagne électorale en 2012. On se souvient que l'actuel Chef de l'Etat Sénégalais, selon nombre d'analystes, n'était pas véritablement une foudre de guerre dans cette course à la succession de son tuteur Wade, avec qui, il avait longtemps collaboré. Mais alors, il lui avait fallu déployer toute sa sagacité et perspicacité pour convaincre l'opinion sénégalaise quant à son réel et plein engagement à rompre avec l'ancien système. Ainsi, Macky Sall promettait aux Sénégalais, la réduction du mandat présidentiel, porté de 5 à 7 ans par Abdoulaye. Ce dernier qui, soulignons-le, ne cachait plus, son envie de quitter le pouvoir. Une promesse électorale qui avait vite fait tourner le vent en sa faveur et lui avait permis de faire la différence au second tour, le portant donc à la magistrature suprême. Décision que l'opinion na-

tionale sénégalaise et internationale avaient vivement saluée, confirmant toute la vitalité de la démocratie sénégalaise. Mais aujourd'hui, tous auront déchanté. Macky Sall, contre toute attente, renonce à sa promesse électorale, le couvrant de l'avis de la Cour Constitutionnelle. Un argument, certes de fondement juridique, mais qui est encore loin de convaincre. On le sait, tout est guidé par la volonté politique. La Cour Constitutionnelle sénégalaise trouverait certainement des arguments solides à valoir si tant est que Macky Sall tenait véritablement à réduire son mandat. Surtout dans un contexte africain où le pouvoir judiciaire est souvent assujéti à l'exécutif. Alors, un tel revirement de situation tendrait à cacher une idée. Macky Sall serait-il déjà en passe d'emboîter les pas à son prédécesseur Abdoulaye Wade et bien d'autres Chefs d'Etats africains avides du pouvoir? La question se pose !

Magloire TEKO

FTF/ le nouveau bureau exécutif prend fonction

Le plus dur commence !

Elue le 13 février dernier à l'issue d'un congrès électif apprécié par les instances internationales que sont la Caf et la Fifa, la liste "Nouvel Elan" n'a pas attendu longtemps avant

désormais à quoi s'en tenir et ce n'est pas le ministre Horatio Freitas qui dira le contraire : « Le plus difficile commence déjà. Il vous faudra remettre le sport-roi sur les rails ».



Passation de charges entre Horatio Freitas et Guy Akpovy

d'accéder aux nouvelles fonctions. La passation de charge, tenue le lundi dernier, remet au goût du jour, la délicatesse de la mission qui attend le nouveau bureau. Après la victoire, le plus dur commence !

Pleine d'émotion, la passation de charge ouvre le bal d'une nouvelle étape pour le Colonel Akpovy Guy dont la candidature a suscité assez d'interrogations. Heureusement que l'homme est conscient de la charge qui l'attend au détour de la reconstruction du sport roi togolais à la rue. « En prenant le témoin cet après midi, disait le colonel président, nous avons conscience que nous héritons d'un patrimoine en déliquescence ». Le nouvel exécutif sait

De l'assainissement au nouvel Elan, le chemin risque d'être long

Les observateurs avisés de la scène sportive ont vu juste en qualifiant ce mandat de mandat de transition, car la tâche est im-



mense et ne peut s'étaler sur quatre années. De l'assainissement de l'instance au nouvel élan, le chemin risque d'être plus long que prévu parce que tout ce qui concerne le football togolais est priorité. Au sortir de sa victoire, le 13 février dernier dans sa première adresse aux acteurs, le président Akpovy Kossi faisait de la double confrontation des Eperviers contre les Fennecs de Tunisie, la priorité de l'heure.

Pour l'émissaire de la Caf et de la Fifa Me Abéga, la priorité de l'heure, c'est plutôt la reprise des compétitions nationales. C'est dire que les priorités se télescopent déjà et qu'il faut au niveau du président, une lucidité pour porter son mandat.

La reprise des compétitions nationales, des compétitions des jeunes, du championnat féminin, la mise en place d'une direction technique nationale, la réfection du stade de Kégué, la

restauration du nid des Eperviers, l'assainissement de la gestion administrative sont autant de sujets brûlants sur lesquels, le nouveau président connu comme un homme de rigueur et son bureau devront se plancher. L'empreinte du nouvel élan risque donc d'être un peu plus lente que prévu mais l'essentiel, c'est de redonner espoir au peuple.

Del-Jo

25^{ème} tour cycliste du Togo

Francis Ducreux, le promoteur "Atalakou" reprend du service

Du 12 au 17 avril prochain, se tiendra à Lomé, la 25^{ème} édition du Tour cycliste du Togo. 25 ans dans l'existence d'une institution n'est pas rien. Pour rendre plus belle la fête, la Fédération togolaise de Cyclisme entend remonter la pente pour arracher une victoire qui le fuit depuis des années.

C'est donc fort de cette aspiration que l'instance a organisé une course de présélection le 07 février dernier avec la présence du sulfureux promoteur Francis Ducreux, chose rare. Cette fois-ci, le grand promoteur des tours dans la sous-région marquée depuis par les piètres prestations des coureurs togolais, change de méthode pour se rendre plus crédible, ce qui explique sa présence aux côtés de la fédération pour les détectations. Ducreux, en bon colon, n'a aucunement l'intention de perdre ses sponsors et comme à son habitude, il a repris du service à travers les discours mielleux et enfarinants par lesquels, il arrive



Francis Ducreux, promoteur du Tour Cycliste du Togo

à embobiner les autorités togolaises et faire ses chiffres d'affaires. Comme à chaque édition où il arrive en conquérant, pliant sous ses ailes le président de la FTC, Anani Assiongbon, le grand promoteur n'a pas dérogé à la méthode vieille de 25 ans qui

consiste à couvrir d'éloges le feu Général Gnassingbé Eyadema, l'ex- premier ministre Agbéyomé kodjo, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, le Directeur de la TVT, le Directeur du Port, Fogan Adégnon et le directeur du groupe Bolloré-Togo, Charles Gafan. A

la question de savoir si cette édition sera la bonne pour le Togo, le promoteur "Atalakou" comme on qualifie ces genres de personnes qui savent subtilement hypnotiser par les discours leur auditoire, sort sa phrase fétiche : « il ya 20 ans, la France organise son tour mais ne le gagne pas ».

A y voir de près, l'essentiel pour Francis Ducreux, ce n'est pas le challenge sportif qui compte mais le fric qui se fait à travers le sponsoring des différentes sociétés d'Etat. C'est, malheureusement, l'un des aspects de ce sport et de ses pratiquants sacrifiés sur l'autel des considérations pécuniaires.

Notons que la seconde phase de ces présélections se poursuit ce 21 février pour dégager une équipe des huit meilleurs coureurs togolais devant défendre les couleurs du pays en Avril prochain.

Del-Jo

FLAMBEAU
Informations, Topiques d'information,
Investigation, Enquêtes et de publicités
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général
chargé de la Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédaction
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKOU

Stagiaire
DOGBE-A. Koffi

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires



AVIS DE VACANCE DE POSTE

Dans le cadre du renforcement de l'équipede sa Représentation Permanente au Togo, la CEDEAO cherche à recruter des candidats capables et qualifiés des Etats-Membres de la CEDEAO, aux postes suivants, basés en République Togolaise:

N/S	POSTE	DEPARTEMENT / DIRECTION	GRADE	SUPERVISEUR	LIEU AFFECTATION	DUREE
1.	Assistant de Bureau	Représentation Permanente de la CEDEAO au Togo	G1	Représentant Permanent	Lomé, Togo	Un (01) an renouvelable

Le/la candidat/e ne doit pas avoir plus de 50 ans au moment du recrutement et doit être un citoyen de l'un des Etats membres de la CEDEAO. Il/elle doit **parler** et lire couramment une des langues officielles de la Commission, l'anglais, le français et le portugais. Une connaissance pratique de l'autre serait un avantage.

La date limite de dépôt des candidatures **est fixée au lundi 4 avril 2016.**

Les dossiers de candidature doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Représentation Permanente de la CEDEAO au Togo
Boulevard du 13 janvier
Immeuble BIDC, Lomé - Togo
Préciser sur l'enveloppe le poste pour lequel on postule.

Poste : Assistant de Bureau

NB: Poste à recrutement local, les candidats à ce poste doivent légalement résider dans le Pays Membre du lieu d'affectation au moment de la candidature

Tâches et responsabilités

assurer la distribution du courrier du bureau vers les différents destinataires ;
se rendre régulièrement à la poste ou les services d'envoi de courriers pour prendre ou envoyer les courriers ;
effectuer toutes les courses nécessaires aux besoins de la Représentation Permanente;
Enregistrer et archiver tout document entrant ou sortant;
effectuer toutes tâches à la demande de la hiérarchie.

Qualifications / Expériences

Niveau études secondaires avec au moins un BEPC ;
Avoir un sens de l'organisation et de ponctualité ;
Aptitude aux multiples sollicitations ;
au moins 2 ans d'expériences en tant que Planton dans une organisation.

Dr Garba LOMPO
Représentant Permanent